

Appréhender le travail des ouvrières par le chant

Nicolas Verschueren

Chargé de recherche, FNRS (Fonds national de la recherche scientifique)

Université libre de Bruxelles

RÉSUMÉ

Cet article tend à observer des aspects méconnus du travail des femmes au travers des chants composés par des ouvrières lors des occupations d'usine et mouvements de grève dans les années 1970-1980. Ces sources inédites et peu explorées offrent un éclairage nouveau sur le travail de ces ouvrières, sur leur rapport à la famille et sur leur condition féminine dans l'univers industriel. Oubliées et inconsiderées par les organisations syndicales, le chant devenait leur voie d'accès à l'oralité, à la revendication, à l'expression des souffrances tues. Le chant lui-même dépassait largement la simple fonction du maintien de l'esprit combatif pour contrecarrer les règles régissant les comportements dans l'atelier. En prenant la parole, ces ouvrières évoquaient la place des femmes dans le monde industriel belge, leur condition de travail ainsi que la spécificité des relations famille-travail représentée par une lutte sociale dont les contours touchaient tant l'atelier que le foyer.

Mots-clés : Occupations d'usine, ouvrières, chants, grèves, répertoire de l'action collective, conditions de travail, féminisme

Bien que la Belgique ait été le premier pays industrialisé du continent européen, on y trouve, paradoxalement, très peu d'études historiques générales sur la classe ouvrière (Neuville, 1976). Il n'existe à ce jour aucune recherche conséquente sur des catégories d'ouvriers aussi emblématiques que les mineurs, les sidérurgistes ou les verriers. Cette tendance s'est poursuivie avec le développement d'une histoire sociale examinant plus spécifiquement les vagues migratoires de l'après-guerre (Morelli, 1988 ; Caestecker, 2008). La récente reconnaissance par l'UNESCO des quatre principaux sites miniers de Wallonie entérinait en quelque sorte un passage de l'histoire à la mémoire. Or, ce déficit historiographique affecte tout autant la classe ouvrière féminine, à quelques exceptions près. Cet article tend à observer des aspects méconnus du travail des femmes par la voie des chants composés par des ouvrières lors des occupations d'usines et mouvements de grève dans les années 1970-1980. Ces sources inédites et peu explorées offrent un éclairage nouveau sur le travail de ces ouvrières, sur leur rapport à la famille et sur leur condition féminine dans l'univers industriel. Pour ces femmes oubliées et inconsidérées par les organisations syndicales, le chant devenait leur voie d'accès à l'oralité, à la revendication, à l'expression des souffrances tues. Le chant lui-même dépassait largement la simple fonction du maintien de l'esprit combatif pour contrecarrer les règles régissant les comportements dans l'atelier. En prenant la parole, ces ouvrières évoquaient la place des femmes dans le monde industriel belge, leur condition de travail ainsi que la spécificité des relations famille-travail représentée par une lutte sociale dont les contours touchaient tant l'atelier que le foyer. La prise de parole par le chant n'allait pas de soi pour les ouvrières. Dans son étude sur les chants populaires à Roubaix au 19^e siècle, Laurent Marty montrait bien que la chanson ouvrière était exclusivement une affaire d'hommes (Marty, 1996).

La masculinité demeure un référent fort de la représentation de la classe ouvrière avec des icônes aussi symboliques que le mineur (Diamond, 2011 ; Lahiri-Dutt, 2007) ou le docker (Pigenet, 2008 ; Perron, 1999). Ce n'est pas une coïncidence si les comédies britanniques traitant de la désindustrialisation ironisent sur une possible crise de la virilité de la classe ouvrière. C'est ainsi que, malgré l'importance de la femme dans l'industrie, son rôle a longtemps été passé sous silence. Pourtant, les études de Patricia Hilden ou de René Leboutte attestent la prépondérance de la main-d'œuvre féminine dans la réussite de l'industrialisation belge (Leboutte, 2006 ; Van Hilden, 1993). Globalement, le travail industriel de la femme n'était toutefois guère valorisé et, lorsqu'on l'évoquait, l'ouvrière conservait l'image de la bonne ménagère, qui reçoit un salaire d'appoint en exécutant un travail qui prendra fin avec le mariage et les naissances (Perrot, 1976). Or, les années 1950-1970 ont vu s'accroître significativement la population active féminine, qui est passée de 20 % en 1945 à 30 % en 1970. Néanmoins, la femme au travail a principalement été incarnée à l'époque par l'hôtesse (d'avion ou d'accueil), la caissière avec l'essor des supermarchés et, bien entendu, l'employée de bureau. Pendant que ces emplois matérialisaient les transformations économiques et sociales des Trente Glorieuses, l'activité des ouvrières d'atelier demeurait invisible. Plongée dans la modernité de la post-Exposition universelle de 1958, la société belge ne s'intéressait guère à ces ouvrières exerçant leur métier dans un monde issu de la deuxième révolution industrielle.

L'omniprésence de la figure masculine au sein de la classe ouvrière s'est renforcée après la Seconde Guerre mondiale et, dans une certaine mesure, s'est prolongée dans la recherche en sciences sociales. À titre d'exemple, la principale critique adressée à la

récente étude de Jefferson Cowie sur la classe ouvrière américaine dans les années 1970 concernait la surreprésentation d'une culture de la classe ouvrière blanche et masculine (Cowie, 2010 ; Klein, 2011). Il semblerait donc qu'en dépit d'un intérêt général pour la condition de la femme dans l'univers industriel de cette décennie – pensons au film *Norma Rae* – les connaissances empiriques restent limitées (Toplin, 1995). Cela est particulièrement vrai pour les petites manufactures employant une main-d'œuvre féminine jeune, peu qualifiée, modestement rémunérée et faiblement conscientisée. D'ailleurs, les organisations syndicales belges ne manifestaient guère d'enthousiasme pour en défendre les intérêts. En effet, les occupations d'usines par des ouvrières dans les années 1970 soulevaient bien des questions sur la moralité de ces jeunes femmes qui découchaient ; on les qualifiait au mieux de dévergondées ou de femmes soumises à « leurs vapeurs » (Denis, 1975).

Si l'histoire de ces conflits sociaux reste méconnue, la part d'ombre qui entoure le travail des ouvrières dans ces ateliers de moyennes dimensions est encore plus grande. Ces entreprises manufacturières, construites au cours de la période fordiste de l'après-guerre, ont eu une durée de vie très courte. Elles ont pour la plupart délocalisé leurs activités vers des pays à bas salaires dans la seconde moitié des années 1970. Le désintérêt des organisations syndicales a eu pour conséquence de raréfier les documents sur les expériences vécues par ces ouvrières et leurs conditions de travail. Dès lors, sans archives d'entreprise et avec peu d'archives syndicales, l'histoire du travail de ces jeunes ouvrières reste difficile à bien cerner. D'où l'intérêt de considérer avec soin leurs chants de lutte en s'éloignant d'une analyse des formes culturelles de l'action collective pour en récolter la substance. Par l'entremise de ces sources inédites, il est possible d'observer la manière dont s'articule la remise en cause des rapports sociaux. Cette analyse du discours ouvrier féminin tente d'éclaircir certains points aveugles du travail des femmes diagnostiqués par Danièle Kergoat, à savoir comment les acteurs sociaux individuels ou collectifs appréhendent, se réapproprient ou s'opposent aux rapports sociaux donnés (Kergoat, 2012). Plus encore qu'une référence à un conflit social, les textes de ces chants illustrent la porosité des barrières de domination sociale. Le ton est donné très rapidement : les femmes se positionnent en tant que femmes et ouvrières dénonçant l'emprise des logiques de subordination qui s'étendent de l'atelier au foyer domestique et au-delà à la société dans son ensemble. Le fait que ces conflits se transformaient en occupation d'usines accentuait la traversée des lignes de partage classiques entre le domicile et l'usine. Comme on le constate dans de nombreux chants, le conflit social a servi de révélateur. En s'opposant à la fermeture de leur usine, les ouvrières s'opposaient également à une situation sociale plus générale à laquelle elles aspiraient à échapper. En somme, il convient de se demander si ces luttes se sont déplacées de l'atelier au foyer et d'ainsi reprendre le questionnement proposé par Philippe Alonzo, Tania Angeloff et Margaret Maruani sur les conséquences du travail et du marché du travail dans la sphère domestique (Alonzo, Angeloff et Maruani, 2005). Néanmoins, il ne faudrait pas tomber dans la caricature d'un environnement domestique résolument patriarcal engageant ces ouvrières sur deux fronts. Bien que des prolongements soient apparus, il convient de ne pas les généraliser, car nombreuses furent celles qui ont obtenu un soutien familial. En revanche, l'idée d'un retour au foyer et aux tâches domestiques était vivement combattue. Tel est l'enjeu de ces sources qui nous permettent de percevoir les intersections entre l'histoire du genre et l'histoire ouvrière, d'observer comment « elles rompent avec leur assignation à la sphère domestique, à leur douceur supposée, contestent les normes de genre » (Vigna et Zancarini-Fournel, 2013). Les mots

de la lutte et plus particulièrement les paroles des chants visaient tant la défense de l'emploi que l'expression du droit des femmes à occuper l'usine, à mener une lutte ouvrière. Ils montrent que le travail a principalement été ressenti comme une perpétuation des formes de domination et de subordination et que la libération est principalement venue du conflit social par le rejet du consentement de la domination (Mathieu, 1985). Il conviendra donc de prendre en considération la manière dont le travail a joué un rôle essentiel dans la prise de conscience de la force collective et individuelle de ses ouvrières, d'une revalorisation de leur activité et de leur potentiel. Tel est notamment le leitmotiv de la grande majorité des chants, l'expression d'une fierté, d'une valorisation d'un travail dénigré, de la reconnaissance des corps en souffrance et des conditions de travail. À partir de ces quelques compositions musicales, ces ouvrières sont devenues en quelque sorte maîtres de leur histoire en refusant une nouvelle relégation dans la sphère domestique. Dès lors, occuper l'usine, chanter dans les rues et dans les ateliers, c'était également occuper un espace qu'elles se refusaient à quitter, celui qui les engageait dans le monde du travail et non plus celui du travail domestique.

Un survol des luttes des ouvrières en Belgique entre 1966 et 1982 par un regard sur trois cas emblématiques, la Fabrique nationale d'armes à Herstal, l'entreprise textile Daphica à Tournai et la clouterie Beckaert-Cockerill à Fontaine-l'Évêque, permettra de cerner le contexte historique des luttes des ouvrières. En quelque sorte, ces trois luttes illustrent différentes facettes du combat des femmes dans le monde industriel, tour à tour représentantes de la conscience des ouvrières, maîtres d'œuvre de tentatives d'autogestion et ouvrières sacrifiées pour la sauvegarde des emplois masculins. Cette mise en contexte sert également de mise en garde contre toute tentative d'homogénéisation excessive des luttes ouvrières. Plus encore, celles-ci témoignent d'une grande variété dans les résultats obtenus, démontrant que, si la conflictualité des ouvrières est plus intense au cours de cette période, leur situation professionnelle demeure extrêmement précaire. L'analyse des chants portera sur des ouvrières s'opposant à la fermeture de trois usines textiles (Farah, Salik et Levi's) et d'une usine de réparation de relais téléphoniques (Siemens). Au-delà de la mobilisation collective, ces chants proposent une expression parfois lyrique, parfois grossière des conditions de travail, des formes de subordination et de la place de ces femmes dans la société belge des années 1970-1980.

LE TRAVAIL DES OUVRIÈRES EN BELGIQUE : ENTRE OMBRE ET LUMIÈRE

En 1966 est survenue une explosion sociale inattendue, la grève des femmes de la FN à Herstal, un événement majeur de l'histoire de la classe ouvrière féminine en Europe (Coenen, 1991). Reprenant au pied de la lettre le traité de Rome qui stipulait l'égalité de traitement entre les sexes, 3 000 ouvrières de la Fabrique nationale d'armes se lançaient dans une grève de six semaines. Ce conflit social jetait un coup de projecteur sur la présence féminine dans l'industrie belge, sur leur capacité à formuler un cahier de revendications claires et à mener une négociation concertée, loin des poncifs traditionnels sur la femme en lutte : hystérique et irrationnelle (Béliveau, 1989). Par ailleurs, les ouvrières inauguraient le recours au chant avec leur célèbre slogan fredonné à chaque mobilisation : « Le travail c'est la santé, mais pour la préserver, il faut être payées ».

Les années 1970 ont sonné le réveil d'un militantisme chez les ouvrières de Belgique, qui croisèrent alors le chemin des mouvements féministes, des chanteurs ou acteurs engagés ou encore des militants de la Nouvelle Gauche. Parfois instrumentalisées, les luttes qu'elles ont menées se jouaient sur plusieurs fronts où convergeaient les tensions sociales et économiques qui traversaient les ateliers, les foyers et la société belge de cette époque. Les tisseuses de Daphica à Tournai lançant leur entreprise autogérée en 1974 après l'annonce de la mise en faillite, les techniciennes de surface du Balai libéré créant leur propre entreprise après avoir licencié leur patron ou la tentative d'autoproduction des ouvrières de Salik en 1979 illustrent la place centrale des femmes dans le renouveau de la combativité ouvrière des années 1970. Outre l'opposition à la fermeture, ces luttes étaient l'occasion de révéler leurs conditions de travail et leur position minorisée dans le monde ouvrier. L'occupation d'un atelier de fabrication de gaufres à Moustier-sur-Sambre en 1974 éveilla les consciences sur la vie des jeunes filles de 14-16 ans oubliées du mouvement ouvrier et soumises à l'arbitraire du chef d'entreprise. Ce n'est pas une coïncidence si ces conflits sociaux pouvaient être, et ont été, interprétés comme autant de révoltes à la structuration patriarcale de la société belge.

Malgré tout, ces conflits agissaient comme des éclairs illuminant de manière éphémère les conditions de travail des ouvrières et leur place dans le monde industriel belge. Avec l'évanescence des dernières utopies sociales et l'approfondissement de la morosité économique, les ouvrières ont à nouveau cessé de faire partie de l'actualité. Déjà, au cours de la période précédente, toutes les mobilisations n'avaient pas fait l'objet d'une médiatisation importante. En 1972-1973, la trentaine d'ouvrières de l'entreprise SITEL près de Huy, en grève pendant onze mois, ont été abandonnées tant par les organisations syndicales que par les journalistes (Peemans-Poullet, 1973). Soumises à des fouilles quotidiennes et à l'arbitraire d'un patron qui refusait toute délégation syndicale, elles auraient peut-être obtenu un soutien plus important avec l'avènement des occupations d'usines à partir de 1974. Mais rien n'est moins sûr. En 1982, les 275 travailleurs de l'usine Bekaert-Cockerill entamaient une grève qui allait durer neuf semaines afin d'éviter la fermeture de l'usine (Coenen, 2009). La solution approuvée par les organisations syndicales et la majorité des travailleurs, à l'exception des femmes, consistait à réduire le temps de travail des femmes uniquement. Leur salaire étant toujours perçu comme un revenu d'appoint, la solidarité au sein du mouvement ouvrier était principalement le fait d'organisations soucieuses de la condition de la femme et des commissions féminines au sein des deux grands syndicats. Treize ouvrières ont finalement été licenciées et, en dépit d'une victoire symbolique, ce conflit a montré la persistance d'une ligne de fracture importante au sein de la classe ouvrière belge.

QUATRE MANUFACTURES À L'ESPÉRANCE DE VIE LIMITÉE

L'étude des quatre cas présentés ici porte sur trois usines de confection textile (Levi's, Farah et Salik) et un atelier de réparation de relais téléphoniques (Siemens). Tous ces établissements employaient une main-d'œuvre presque exclusivement féminine, jeune et peu qualifiée. Par exemple, sur les 76 premières ouvrières engagées chez Siemens en 1970, 57 avaient entre 16 et 25 ans et presque toutes habitaient dans l'environnement

géographique immédiat¹. La moyenne d'âge des ouvrières chez Levi's était de 31 ans à la fermeture de l'usine en 1984, confirmant ainsi le très jeune âge des premières engagées en 1973-1974, toutes ne possédant qu'une faible qualification². L'installation des ateliers Siemens, Farah et Salik était liée à une politique de reconversion au lendemain de la fermeture des mines du Borinage. Ces entreprises étaient venues s'implanter dans la région en raison d'une main-d'œuvre féminine jeune et abondante ainsi que de la possibilité de réduire au strict minimum l'engagement de capitaux fixes grâce aux diverses subventions publiques. La fermeture de ces trois ateliers dans la seconde moitié des années 1970 donna lieu à l'occupation des lieux de travail et à l'expression de ce double ressenti vis-à-vis des responsabilités patronales quant à la reconversion et de l'héritage combatif des gueules noires (Verschueren, 2012).

En 1966, la société Salik lançait la production de jeans dans un ancien bâtiment d'un charbonnage de Quaregnon et se proclamait le fer de lance de la reconversion économique du bassin minier. Comme un symbole, la rue autrefois appelée rue du Coron est renommée rue J. Salik. Dans son élan, l'employeur se faisait fort d'engager mille ouvrières avant la fin de la décennie et lançait son slogan : produire des jeans blancs en lieu et place du charbon noir. Pourtant, les déboires économiques apparurent très rapidement. En 1973, une première restructuration entraîna une refonte de la société et la suppression de 250 emplois. Trois ans plus tard, le patron Pierre Salik reproduisit la même stratégie d'une faillite frauduleuse, de licenciements et de relance d'une entreprise sous une nouvelle mouture. Finalement, la fermeture de l'atelier intervint en juillet 1978, entraînant une occupation de l'usine qui dura près de neuf mois et qui donna naissance à une tentative d'entreprise autogérée, puis de coopérative de production qui se solda par un échec en 1981.

Dans ce même contexte de reconversion industrielle, la multinationale allemande Siemens utilisa les fonds publics pour installer un petit atelier de réparation de relais téléphoniques à l'intérieur du nouveau parc d'activité. En principe, le contrat passé avec l'État belge portait sur des aides publiques directes et indirectes en contrepartie desquelles Siemens s'engageait à créer une activité industrielle basée sur de réelles innovations technologiques. Il n'en fut jamais question. Sous l'aspect d'un management social souhaité par Siemens, les gestionnaires de l'usine faisaient pression sur les ouvrières mariées ou enceintes pour qu'elles restent à la maison dans les derniers mois de vie de l'entreprise. Les managers présents procédèrent à un écrémage progressif pour affaiblir la contestation lors de la fermeture. On ne comptait plus que 209 ouvrières en septembre 1976, alors qu'elles étaient encore 328 quatre ans plus tôt. Par son « management moderne et humain », la multinationale allemande incarnait une forme d'hypocrisie vis-à-vis des femmes traitées formellement comme l'égale des hommes dans l'atelier, mais à qui on adressait des formes de pression relatives à leur situation de mère ou de femme mariée.

La troisième entreprise étudiée ici sera l'usine américaine de confection Farah qui s'était également installée dans le Borinage avec l'appui des aides à la reconversion en 1972. Il est plus difficile de retracer l'histoire de cette société en raison de l'absence

¹ Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOES), Centre-Mons-Borinage (CMB), section Mons-Borinage, Siemens, farde 1, 1971 ; liste du personnel au 30 avril 1971.

² CSC Lux, boîte 320 ; curriculum vitæ des licenciés de chez Levi's, 1985.

presque totale d'archives à notre portée. L'usine employait principalement des ouvrières très jeunes et peu qualifiées dans un atelier désaffecté en bordure du Borinage. On comptait près de 320 ouvrières en 1977 lorsque la fermeture fut annoncée (Verschueren, 2012). Les délégués syndicaux présents se désintéressèrent totalement du conflit et une tentative de séquestration des délégués et des directeurs de l'usine échoua de peu. Des militants de la Nouvelle Gauche et des artistes engagés encouragèrent les couturières à occuper l'usine. Cette occupation ne dura que quatre semaines en raison du manque de soutien extérieur et d'une situation géographique excentrée par rapport aux principales localités de l'ancien bassin charbonnier. La trahison des organisations syndicales ressentie par les ouvrières a, par moment, pris le pas sur la dénonciation des conditions de travail ou sur la position hautement opportuniste de Farah.

Le dernier atelier envisagé sera celui de l'usine Levi's à Arlon, dans l'extrême sud de la Belgique, qui ferma ses portes en 1984. Installé dans l'enceinte de la ville en 1970 puis déplacé dans un parc d'activité quelques années plus tard, l'atelier de confection Levi's était le plus grand employeur dans le secteur de la confection en Wallonie au début des années 1980. Lors de la fermeture de l'usine, 397 couturières travaillaient encore dans l'atelier pour une moyenne d'âge de 31 ans. La reprise en main de l'atelier par les ouvrières constituait un des éléments principaux de la lutte qui les opposait à la direction américaine. Cette dernière souhaitait parvenir à une restructuration sans accro, menaçant de dénoncer les ouvrières les plus turbulentes au prochain investisseur. Une tentative d'autoproduction de jeans se solda rapidement par un échec en raison d'un manque d'investissement et de rigueur dans l'organisation. Les ouvrières se rassemblèrent en une association, utilisant une partie des indemnités de licenciement pour appâter un éventuel investisseur et faire pression sur les pouvoirs locaux afin de cibler prioritairement le reclassement des licenciées de chez Levi's.

Il se dégage une certaine homogénéité de ces quatre conflits mettant aux prises des ouvrières entre 1976 et 1984. Enchâssés dans le regain de militantisme ouvrier au cours de cette période, ces conflits témoignent surtout du rapport qu'entretenaient ces ouvrières avec la société belge, le travail, les hommes et leurs familles. Occuper l'usine et chanter à tue-tête dans les rues de la localité signifiaient, bien plus qu'une forme d'action collective, un ensemble de révolutions frappant les univers quotidiens de ces jeunes femmes. Le chant était plus qu'un mode de l'action collective, il était un média révélant des informations que la lutte pour l'emploi ne diffusait pas.

LE CHANT DANS LA LUTTE

Le recours au chant a été de tout temps un instrument de mobilisation dans les formes de protestation et il demeure un référent persistant des mouvements sociaux (Danaher, 2010). Si certains chants ou refrains, tels que *Le Temps des cerises* ou *Le boulanger, la boulangère et le petit mitron*, sont clairement associés à un événement précis, d'autres sont devenus des constantes des luttes sociales à l'instar de *Bella Ciao*, initialement le chant des repiqueuses de riz de la plaine du Pô. Le constat de la présence ou de l'absence de ces chants dans les luttes sociales est déjà porteur de sens. Ainsi, l'*Internationale* fut très peu chantée lors des quatre conflits analysés ici, alors que *Bella Ciao* fut maintes fois entonné dans les trois conflits du Borinage, témoignant de la présence

importante d'une main-d'œuvre d'origine italienne. Par conséquent, on retrouve dans les archives et dans les témoignages plus de références à *Bandiera Rossa* qu'à l'*Internationale*³. Mais, à côté de ces chants classiques de la protestation, les ouvrières ont composé leur propre répertoire à partir de leurs expériences individuelles et collectives.

Travailler à partir de ces chants inédits est peu aisé. Les traces dans les archives ouvrières sont laconiques. Certaines compositions ont fait l'objet d'un enregistrement sur des vinyles 45 tours, mais c'est loin d'être le cas pour la majorité d'entre elles. Après d'âpres investigations dans différentes archives relatives aux organisations ouvrières belges, il a été possible de reconstituer un corpus de 17 chansons créées lors de ces quatre conflits du travail. Certaines ont été composées de manière collective, tandis que d'autres sont l'œuvre de chanteurs engagés. Pour les mélodies, les ouvrières reprenaient des chansons enfantines (*Un kilomètre à pied, Ô grand Saint Nicolas*), des classiques (*L'Alsace et la Lorraine*), des chansons locales (*Le Doudou*) ou des chansons à la mode (*Les feuilles mortes*). Le rôle des mélodies est significatif pour renforcer les liens de la solidarité et pour accentuer une émotion partagée, et ce d'autant plus si ces mélodies sont bien connues des participants à la mobilisation (Denisoff, 1972). Le fait que des filles ou des femmes d'immigrés italiens venus travailler dans les mines reprennent des comptines et des thèmes locaux ou que les jeunes femmes de la région entonnent des chants traditionnels protestataires venus d'Italie participait à une convergence des parcours individuels vers la lutte et l'expérience du travail à l'usine.

Les différentes fonctions attribuées au chant dans les mouvements sociaux ou les mobilisations collectives sont désormais bien connues dans la recherche. Serge Denisoff a été précurseur en identifiant deux rôles distincts de la chanson de propagande dans les mouvements sociaux : un rôle de persuasion visant à capter les acteurs extérieurs au mouvement ou à l'organisation politique et un rôle de cohésion pour maintenir ou affermir les liens entre les participants à un mouvement social (Denisoff, 1968). Depuis cette étude liminaire, les recherches se sont multipliées sur le sujet, de même que les fonctions du chant dans la mobilisation collective (Rosenthal, 2001). La création d'une identité de groupe est très certainement l'un des rôles les plus souvent attribués au chant et aux formes culturelles de la protestation (Taylor et Whittier, 1992). Cette fonction s'étend bien entendu au-delà des théories de l'action collective pour rejoindre les recherches sur l'ethnicité, le nationalisme, l'analyse de discours, etc. (Nagel, 1994 ; Thiesse, 1999). Ayant réuni un corpus de 35 chansons composées lors des mobilisations des ouvriers du textile dans le sud des États-Unis entre 1929 et 1934, Vincent Roscigno, William Danaher et Erika Summers-Effler ont proposé une étude systématique de leur contenu et de leur signification (Roscigno, Danaher et Summer-Effler, 2002). Ils ont ainsi pu démontrer comment les chants et la musique ont joué un rôle crucial dans la protestation sociale qui a balayé cette partie des États-Unis pendant la Grande Dépression. Par ce moyen d'expression, les ouvriers ont renforcé leur identité collective en tant que groupe d'individus soumis à une même expérience économique et sociale. Ces chansons leur ont également servi de cadre d'analyse pour interpréter les événements qui se produisaient devant leurs yeux et qu'ils pouvaient partager avec les protestations d'ouvriers situés à plusieurs centaines de kilomètres de distance. Au-delà du chant, l'émotion, le rire, les regards échangés, tous ces

³ Selon le témoignage de Franco Seminara, chanteur borain à l'époque et fondateur du groupe Levure, devenu sénateur socialiste, 13 avril 2010.

éléments concourent à la formation d'une cohésion et d'une harmonie propres à la lutte. À partir de ce cadre interprétatif, les occupations d'usines et les formes culturelles de la protestation ont perdu leurs atours folkloriques pour dévoiler les expériences de travail et de vie des ouvrières dans les années 1970.

Des ouvrières de Siemens enregistrant leurs chants de lutte⁴



Le succès de ces formes chantées de la contestation est incontestablement lié aux développements de la *Protest Song* et de la *Folk Song* qui essaimèrent en Europe. Des groupes de musique et des acteurs engagés sillonnaient les régions industrielles de Belgique et apportaient leur soutien aux luttes sociales en cours. Le succès des disques 45 tours et l'évolution technologique relative à ce support permettaient d'enregistrer dans la journée un chant de lutte composé pour l'occasion. Ce support musical, icône de la période considérée, devenait un objet de grève inédit et concourait à une forme d'autonomie perçue lors de l'achat de ces disques avec ce qu'il restait du salaire d'appoint versé à la famille⁵. Des circonstances locales pouvaient jouer un rôle non négligeable. Ainsi, le succès de Salvatore

⁴ Médiathèque de la Communauté française de Belgique, Recueil de chansons de lutte du Groupe d'action musicale, 33 tours.

⁵ Dans un reportage télévisé de la RTBF à l'émission *9.000.009* du 6 décembre 1974, le journaliste André Darteville et le réalisateur Gérard Corbiau décrivent le début de l'occupation d'un atelier de fabrication de gaufres à Moustier-sur-Sambre, illustrant les tensions sociales qui dépassent largement la sphère de l'atelier pour se prolonger dans les foyers. Voir le reportage sur le site de la SONUMA : <http://www.sonuma.be/archive/l-atelier-%C3%A0-15-ans>. Extrait à compléter avec le document disponible sur le site d'EUScreen : http://euscreen.eu/play.jsp?id=EUS_CF7172DB7A094705983E9C0A5FA3633E

Adamo, dont le père était venu travailler dans les mines du Borinage, a constitué un symbole fort pour de très nombreux jeunes de la région⁶.

À bien des égards, les chants des ouvrières suivent un registre relativement commun, reposant sur des phrases très courtes et sur un style direct délaissant parfois la rime ou la cohérence dans le nombre de pieds. Le recours aux « nous », « on » et « notre » est systématique, réitéré avec obsession. Il résume la fonction de cohésion du chant et du maintien de la solidarité dans une période où l'euphorie et l'espoir alternent avec la désillusion et l'abandon. Cet usage d'une expression collective est récurrent dans les chants de lutte et avait déjà été démontré pour les conflits du travail dans le sud des États-Unis dans les années 1930 (Rosigno, Danaher et Summers-Effler, 2002). Outre l'affirmation de l'unité entre les ouvrières, ces mots contribuaient à former une identité propre à la lutte menée. Les paroles reprennent souvent des expressions telles que « Nous les filles de Farah », « Nous les ouvriers de Siemens », « Nous, à Salik, nous somm's les ouvrières »... Cela pose la question de la manière dont ces chansons ont été écrites. Si une partie d'entre elles ont été élaborées de manière collective, certaines ont été encadrées par des chanteurs engagés (« Est-ce que tu l'aurais cru ? » chez Siemens avec l'aide du GAM), alors que d'autres étaient le fait de déléguées syndicales (Levi's). Les chants écrits par des personnes extérieures au conflit, comme les compositions du poète borain Ferdinand Dufrasne, ont été écartés de l'analyse.

Il ressort de ces chants de lutte une grande liberté dans l'écriture, modulée sur l'oralité et usant d'expressions populaires, parfois délibérément grossières. Un extrait du chant « Nous, dans notre usine », lors de la lutte chez Salik, est relativement exemplatif des différents éléments évoqués ci-dessus.

*Tu déclar's faillite
Oh ! quelle prétention !
Et tu prends la fuite
Comme un grand couyon ;
Laiss'-nous ta boutique
Et tes confections ;
Nous, not' politique
C'est l'autogestion.*

Sur l'air d'*Au clair de la lune*, le chant évoque la tentative d'autogestion de fabrication de jeans et le renversement des rôles où les ouvrières prennent en main la production, la vente et la gestion. L'occupation des ateliers ou la revendication de l'obtention de la propriété du bâtiment offrait la possibilité d'une substitution des rôles traditionnels et fut utilisée à de nombreuses reprises par les ouvrières avec des effets collatéraux sur les relations familiales à l'intérieur du foyer.

⁶ Témoignage de Jacques Nuovo, fondateur du groupe Levure avec Franco Seminara et présent dans les événements sociaux du Borinage dans la seconde moitié des années 1970. Témoignage recueilli le 12 avril 2010.

DE L'ATELIER AU FOYER : UNE AFFIRMATION DU DROIT À LA LUTTE

Dans les usines occupées, la prise de possession des lieux de travail par les ouvrières formait bien souvent la centralité du propos. L'occupation de l'atelier est une action de protestation porteuse de sens, plus encore pour des jeunes filles soumises à un travail oppressant. Dans le chant « Nous, à Salik, on occupe », la prise en main de l'atelier était présentée comme le ressort ultime pour éviter le chômage. Mais, surtout, les ouvrières considéraient leur travail comme un droit obtenu qui ne pouvait être aliéné par la seule volonté de leur patron.

*Nous, à Salik, on occupe,
Nous, à Salik, on se bat
Le patron n'nous empêch'ra pas
De nous battre pour notr' emploi.
Nous, à Salik, on occupe,
Nous, à Salik, on se bat ;
De Salik, on n'partira pas,
Il faut garder notre emploi.*

Cette assertion relative à une légitimité du droit au travail était en quelque sorte le corollaire d'un droit à la lutte sociale. La femme à l'usine avait depuis toujours suscité des impressions négatives liées à sa nature irrationnelle (Perrot, 1983). Cette irrationalité était à nouveau évoquée lorsque l'exploitation se muait en insubordination, vue alors comme l'expression d'une main-d'œuvre féminine naturellement caractérielle. La connotation folklorique des luttes sociales menées par ces ouvrières confirmerait ce tempérament. Pourtant, ce renouveau des formes culturelles de la protestation n'était pas propre aux ateliers exclusivement féminins. Des chants avaient été composés et enregistrés dans des secteurs éminemment masculins de la classe ouvrière : verrerie, sidérurgie, métallurgie, fonderie⁷. Malgré l'importance de la main-d'œuvre féminine dans l'industrie et plus encore dans le travail à la chaîne, la femme à l'usine demeurait une incongruité, un dévergondage. Plus encore que le travail à l'atelier, la lutte sociale était considérée comme une affaire sérieuse, une affaire d'hommes. Lorsqu'un groupe de musiciens engagés est venu chanter dans une usine métallurgique en grève dans la région de Charleroi, les ouvriers craignaient de voir leur lutte se transformer en un événement folklorique (Gheude et Kalisz, 1977). Qu'il s'agisse des 3 000 ouvrières de la Fabrique nationale d'armes ou des 13 ouvrières de la clouterie de Bekaert-Cockerill, qu'elles partent en grève, qu'elles chantent ou qu'elles occupent l'atelier, la perception d'une frivolité dans les actions collectives des ouvrières persistait.

Dès lors, les chants composés deviennent des affirmations de la place légitime des femmes dans la lutte sociale et de leur juste revendication. Les femmes proclament leur

⁷ Des disques de chants de lutte furent enregistrés lors des conflits aux verreries de Gilly et dans la métallurgie à Charleroi. Près de Liège, deux 45 tours ont été produits pour soutenir la lutte à la Fonderie Mangé et aux Capsuleries de Chaudfontaine.

fierté en tant qu'ouvrières émancipées et attestent de leur force nouvelle issue du travail et du conflit social. Ainsi les travailleuses de chez Siemens chantaient :

*On nous disait de faibles femmes
Ils s'foutent le doigt dans l'œil (bis)
On nous disait de faibles femmes
Mais nous on n'a pas peur
Pour notre portefeuille*

*Ils disaient : les femm's au chômage
Mais nous on le refuse (bis)
Ils disaient : les femm's au chômage
Mais nous on leur refuse
Leur système de péage*

La prise de possession de l'atelier ou la mobilisation collective investissant l'espace public devenait un instrument d'affranchissement par rapport au foyer. L'occupation de l'usine dépossédait le patron de ses moyens de pression et de son pouvoir, tout en évacuant la chape de plomb domestique qui restreignait leur détermination.

VIE ÉCONOMIQUE ET VIE FAMILIALE

Avec le refus du chômage apparaissent des thèmes nouveaux. Ceux de l'autonomie, de l'indépendance, de la responsabilité et de l'émancipation à l'égard du foyer familial. Le rejet du retour au foyer constitue un des points de fixation des chants des ouvrières et des luttes sociales de cette période. Avec le prolongement dans la durée de ces différentes occupations d'usines, l'allusion à l'environnement domestique allait prendre une place centrale dans l'expression du vécu de ces ouvrières. Dans bien des cas, elles menaient leur conflit sur deux fronts : s'opposer à la fermeture de l'atelier et faire face aux conservatismes familiaux. Mais il apparaissait bien vite que ce ressenti était une conséquence de leur histoire dans leur rapport au travail. L'atelier, cet endroit assourdissant où les discussions étaient bannies, avait des similitudes troublantes avec l'univers familial que le conflit révéla. Les événements de Mai 68 s'étaient déroulés bien loin de ces petites manufactures. Les organisations telles que les Dolle Mina, puis les Marie Mineur, n'étaient pas en contact avec ces jeunes ouvrières et le radicalisme de certains slogans féministes ne récoltait pas toujours l'adhésion de ces dernières (Denis et Van Rokeghem, 1992). Néanmoins, soutenues par des acteurs, des chanteurs engagés, des militants de la Nouvelle Gauche et des féministes, elles faisaient l'expérience de ce mouvement émancipateur qui balayait les années 1970.

La chanson « À Salik, on se bat » est un exemple de cette prise de distance face au rôle traditionnellement assigné aux femmes. Cette chanson composée d'une succession de quatrains aux vers de six syllabes reprenait l'air d'un monument du patrimoine folklorique local : *La Ducasse de Mons*.

« Les femm's à leur ménage,

*Ça tournera plus rond !...
Ell's iront au chômage...
.... Racontait l'opinion.*

*On prétend qu'y a qu'les hommes
Qui ont des convictions ;
On va vous montrer comme
On fait l'autogestion*

*Montrons-nous tout's capables
De solidarité,
Chaqu' femme est responsable
De tout fair' bien marcher ».*

La concordance entre la lutte pour l'emploi et l'affirmation de leur aptitude à être plus que des épouses, des sœurs ou des filles est le plus souvent implicite dans ces différents chants. Elle était bien plus clairement énoncée dans les pièces de théâtre et spectacle créés lors des occupations d'usine. Au-delà d'une diatribe à l'encontre du patron ou de la multinationale, ces créations culturelles représentaient des tranches de vie assurant un processus d'identification pour les ouvrières ainsi qu'une mise en lumière de leurs conditions de vie et de travail⁸.

L'émancipation par le travail était dans bien des cas un processus inachevé, comme les chants le laissent entendre. Pour les ouvrières mobilisées, c'est bien le conflit social qui servait de révélateur et d'instrument à sa concrétisation. La mise au travail de ces jeunes filles reprenait l'ancien schéma ouvrier du salaire d'appoint à la suite de la mise à la retraite du père ou au mariage d'une aînée. La maternité avait pour conséquence une sortie de l'usine d'autant plus probable que ces métiers demandaient une faible qualification (Desplanques et de Saboulin, 1986). Ce n'est qu'en 1969 que le législateur interdira les clauses dans les contrats de travail qui autorisaient jusque-là l'employeur à licencier une femme pour cause de mariage ou de maternité⁹. Bien que nous ne disposions pas de chiffres précis sur ces arrêts de travail dans les cas considérés, on peut noter la stratégie des managers de Siemens, réduisant les heures prestées pour les femmes enceintes et les femmes mariées dans les mois qui ont précédé la fermeture de l'usine¹⁰.

L'occupation d'usine et les tentatives d'autogestion parachevaient le processus d'émancipation. Outre un effet de mode certain, la prise de possession de l'atelier, de l'outil et surtout de la décision confirmait le bouleversement des foyers. À ce titre, ces événements avaient valeur de révolution pour ces ouvrières, qui les considéraient comme telle¹¹.

⁸ Trois pièces furent créées lors des occupations de Siemens (« On est social chez Siemens »), de Farah (« Une usine au-dessous de tout soupçon ») et de Salik (« De la rue Salik au Coron des Sans Emploi »). La diffusion à l'extérieur était relativement importante. Ainsi, la pièce de théâtre chez Siemens a été représentée une cinquantaine de fois en dehors des murs de l'usine.

⁹ Ce n'est que le 4 août 1978 que la loi sur l'égalité de traitement entre l'homme et la femme sera promulguée.

¹⁰ Témoignage de Liliane Rey, ouvrière à l'usine Siemens, 8 décembre 2009.

¹¹ Témoignage de Maria Vinticorio, ouvrière à l'usine Salik, 16 décembre 2009.

L'ancien équilibre dans les familles s'en trouvait profondément modifié, certaines femmes étaient soutenues par leurs fils appartenant à des organisations très militantes à l'image de la Jeunesse ouvrière chrétienne, d'autres devaient affronter l'autorité patriarcale de leur père, de leur mari ou de leur belle-famille (Ricaille, 1996). La prise de parole au travail avait des répercussions inévitables sur la prise de parole dans la famille (Burdet, Dubesset et Zancarini-Fournel, 1987). Si un lien consubstantiel attachait l'occupation professionnelle aux caractéristiques innées et domestiques des femmes, il est logique que la rupture de ce lien à l'usine ait eu des répercussions dans la sphère privée.

La mobilisation de nombreux participants extérieurs (prêtres-ouvriers, cinéastes, chanteurs...) et l'intérêt porté dans certains cas par les journalistes leur donnaient l'impression de participer à un mouvement social plus large. Par conséquent, les questions de l'exemplarité et de la signification de la lutte se posaient lorsqu'elles étaient amenées à rencontrer des ouvrières menant des actions similaires. Ces interactions étaient d'autant plus porteuses de sens que les organisations syndicales avaient une position ambiguë sinon hostile aux luttes menées par ces ouvrières.

L'AMBIGUÏTÉ SYNDICALE

La période analysée ici est marquée par plusieurs défis pour le syndicalisme belge. Les querelles linguistiques, la place des femmes dans le mouvement ouvrier, l'immigration, la concurrence des organisations de la Nouvelle Gauche, l'apparition de comités de grèves indépendants, la crise économique ou l'émergence de nouvelles formes de lutte soulèvent bien des interrogations et induisent des reconfigurations stratégiques (Hemmerijckx, 2007). Dans les cas de figure décrits dans cet article, la présence et les réactions syndicales variaient dans d'importantes proportions. Pour faire un parallèle relativement opérationnel, on pourrait calquer les positions de la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique), de tendance socialiste, et de la CSC (Confédération des syndicats chrétiens), de tendance démocrate-chrétienne, sur celles de la CGT (Confédération générale du travail) et de la CFDT (Confédération française démocratique du travail) à cette époque sur la question des occupations d'usines et des tentatives d'autogestion (Pasture, 2003 ; Penissat, 2005). Dès lors, l'image de l'action syndicale dans les chants est contrastée, oscillant entre la valorisation des démarches entreprises par les délégués et la critique acerbe de l'apathie de certains. Ce contraste est la résultante des expériences vécues par les ouvrières à l'atelier et au moment du déclenchement du conflit. Les ouvrières de Levi's et de Siemens avaient très vite été soutenues par les délégués présents à l'atelier, mais l'inverse s'était produit chez les ouvrières de Farah qui avaient été abandonnées par leurs représentants syndicaux. L'amertume ressentie est, de ce fait, explicite dans les chants qu'elles ont composés durant l'occupation de l'usine.

*Grand syndicat tu nous laisses tomber
Tu parles de l'emploi,
De lut's et de lutter ;
Mais ici, à Farah
Tu ne t'es pas présenté*

*Que pour nous fair' pointer
Et nous décourager*

La vision des délégués syndicaux célébrant l'accord de licenciement dans le bureau de la direction concluait une crise de confiance déjà constatée pendant les années de fonctionnement de l'usine. La critique de l'action de ces délégués était supérieure à celle adressée à la multinationale américaine. Le sentiment d'abandon par les organisations syndicales et les pouvoirs publics se manifeste également dans la pièce de théâtre écrite durant l'occupation de l'usine. Pour autant, malgré cette expérience malheureuse, les ouvrières de Farah continuaient à croire dans l'action syndicale en raison du soutien obtenu de représentants ouvriers venus d'autres secteurs d'activité. Le chant se termine par une réconciliation.

*Mais dans la région
Tout le monde est révolté
Des délégués d'ailleurs
Sont venus nous aider...
Des délégués comme ça
Il en faudrait des tas
Il en faudrait des tas
Pour les jours de combat.*

En somme, l'ambiguïté était cultivée par la venue de nombreux militants issus d'horizons très différents¹². À l'exception du conflit à l'atelier Levi's, ce militantisme externe, chamarré et parfois intéressé, provoquait de légères confusions sur l'action syndicale que les délégués tentaient de recadrer. Au-delà des cas de figure présentés ici, les conflits du travail menés par des ouvrières à cette époque étaient marqués par la volonté de ces dernières de renforcer l'action syndicale auprès des jeunes femmes. Que ce soit aux Gaufreries Champagne, à Sitel, à Levi's ou à Farah, les organisations représentatives des travailleurs étaient loin d'être délégitimées. En réalité, ce qui faisait défaut, aux yeux de ces ouvrières, c'était la prise en considération de leurs conditions de travail, des règlements d'atelier oppressants et de leur mérite en tant qu'ouvrières.

LE CORPS EN SOUFFRANCE ET LE TRAVAIL VALORISÉ

Cette recherche fait une analyse discursive des annonces d'emploi qui ont été publiées dans le magazine *Jobboom* au cours de la dernière décennie. Plus concrètement, elle étudie la valeur relative des critères paraissant dans les annonces pour promouvoir les emplois disponibles au sein des entreprises canadiennes. Comme il a été dit précédemment, cette étude vise à fournir des éléments de réponse à trois interrogations. Premièrement, elle tient à identifier les principaux critères utilisés par les recruteurs dans les annonces d'emploi. Deuxièmement, elle tente de jauger le degré auquel il est possible d'observer certaines variabilités entre les secteurs d'activité auxquels appartiennent les entreprises,

¹² Des membres de la Jeunesse ouvrière chrétienne, du Mouvement ouvrier chrétien, de différents groupes d'extrême gauche, des ouvriers de la région, des artistes engagés, des prêtres-ouvriers et des délégués syndicaux gravitaient autour des occupations d'usines dans les années 1970.

dans les critères utilisés par les recruteurs pour attirer les chercheurs d'emploi. Enfin, cette étude vise aussi à définir des tendances générales en ce qui a trait à l'utilisation des divers critères par les recruteurs au cours de la dernière décennie.

De tous les aspects du travail et de la condition féminine évoqués dans ces chansons, nul doute que celui des conditions de travail constitue la dénonciation la plus ardente. Avant d'être repris par les partisans italiens, *Bella Ciao* évoquait principalement la pénibilité du travail, la tyrannie des chefs et les corps meurtris. Il en allait de même pour ces ouvrières d'atelier qui, profitant de ces chants, exprimaient pour la première fois en public les tourments liés à leur métier. La dangerosité et la pénibilité du métier de docker, de mineur ou de sidérurgiste sont devenues les éléments constitutifs d'une classe ouvrière par définition virile (Beaud et Pialoux, 2002)¹³. Qu'en est-il du travail physique de la hiercheuse, de la dentellière ou de la fermière ? La pénibilité et les risques du travail des femmes avaient depuis toujours été sous-estimés, le conflit social permettant de le rappeler et d'insister sur le fonctionnement interne des ateliers dont personne ne se souciait.

Une chanson écrite par une ouvrière de Levi's, proche de la forme des *talking blues*, décrit en détail l'expérience quotidienne du travail d'atelier.

*À dix heures c'est la pause
Alors tu te reposes
Le temps d'une cigarette
Dix heures à dix heures sept*

*Et puis ça recommence
Faut suivre la cadence
Les sermons du patron
Poussent à la production*

*Midi c'est l'heure du pain
Du fromage dans la flûte
Et dans dix-sept minutes
Tu reprends le turbin
[...]
Si tu veux faire pipi
On t'suit chrono en main
Trois minutes le matin
Et trois l'après-midi*

*Si tu tombes dans les pommes
Comme moi un beau jour
T'as vingt minutes de bonnes
Pour te remettre au jour*

¹³ Stéphane Beaud et Michel Pialoux ont très bien mis en évidence la manière dont la valeur virile du travail ouvrier s'est atténuée au début des années 2000.

À l'image de cet extrait, la dénonciation des conditions de travail ciblait les contraintes autour du travail. Le chronométrage du temps à la toilette, la limitation du nombre de pauses à cet usage, l'interdiction des discussions et l'omnipotence patriarcale du patron reviennent fréquemment dans les chants des ouvrières. Ces passages dévoilent une libération du corps et de la parole offerte par ces conflits sociaux. Les règlements d'atelier incarnaient la force coercitive ceignant les comportements les plus naturels et fonctionnant selon une logique de punition et de récompense pour discipliner la jeune ouvrière, telle une écolière (Omnes, 2003). Le ressentiment vis-à-vis de la gestion patronale se retrouve dans le discours direct, volontairement outrancier, répondant aux abus de pouvoir par des abus de langage (salopard, foutre, imbécile, couillon...). Ces différentes composantes d'oppression du travail féminin, le plus souvent occultées, expliquent en grande partie l'enthousiasme spécifique des occupations d'usine par les ouvrières et le caractère total de ces microrévolutions.

En outre, si les cadences étaient régulièrement dénoncées, le travail en lui-même n'était nullement rejeté ou déprécié. Les souffrances physiques valorisaient en quelque sorte leur aptitude à être de bonnes ouvrières, à être les meilleures de la compagnie, comme l'affirmaient les ouvrières de Levi's. Les métiers de couturière et d'assembleuse d'appareils électroniques n'étaient pas valorisés. Ils constituaient le prolongement des activités domestiques ou des qualités physiques propres aux femmes : souplesse et agilité des doigts (Perrot, 1987). Les chants, la vente des pantalons autoproduits, les pièces de théâtre et les spectacles étaient en grande partie tournés vers la démonstration d'un savoir-faire et d'aptitudes leur permettant de réaliser 50 vêtements par jour, d'accomplir une tâche comprenant une réelle plus-value. Le chant de lutte « Nous, à Salik, nous somm's les ouvrières » décrivait en quelques mots l'historique de l'usine et des conditions de travail.

*Le capital ? c'est notre savoir-faire ;
On ne veut pas vivre d'allocations.
Il faut pourtant remonter notre affaire
Si l'on veut vivre de nos fabrications.
Ne dites pas : il n'y a rien à faire
Et puis après nous traiter d'fainéants
Soyez certains, on n'se laiss'ra pas faire :
Dès à présent, écoutez notre chant.*

Le refus du chômage était inévitablement le refus de la dépréciation de la situation sociale, mais surtout d'une forme d'autonomie, non pas tellement financière, puisqu'il était de coutume de déposer sa quinzaine sur la table du père, mais en tant que porte de sortie entrouverte. Le conflit social révélait l'espace d'un instant une échappatoire à la vie économique et familiale. La création d'un trésor de guerre chez Siemens, la reprise en main de la lutte chez Farah, l'autogestion chez Salik et la gestion par les ouvrières du fonds de licenciement chez Levi's participaient à l'impression d'un bouleversement de l'ordre économique et social.

CONCLUSION

Des recherches restent à entreprendre pour décrypter l'histoire de la classe ouvrière belge et plus encore celle des travailleurs, faiblement médiatisées. Parmi les sources à notre disposition, les formes culturelles de la protestation, telles que les chansons ou les pièces de théâtre, lèvent un coin du voile sur les expériences de vie et de travail des ouvrières dans des ateliers oubliés, des entreprises à l'espérance de vie limitée. Derrière un aspect folklorique ou une forme festive de l'action collective se déploie une rhétorique fascinante autour de la femme dans l'univers industriel. La prise de parole traverse les frontières qui séparent le lieu du travail de celui du foyer, le conflit social décante les différentes formes de subordination vécues, pendant que le chant exprime une émancipation sociale qui n'avait pas été obtenue par le travail. Dix années après Mai 68, ces luttes et ces occupations d'usines ont permis des rencontres improbables, créé des lieux d'échanges entre des artistes, des jeunes militants (parfois proches de ces ouvrières par des liens familiaux), des prêtres-ouvriers et des délégués syndicaux (Vigna et Zancarini-Fournel, 2009 ; Hemmerijckx, 2007). Ces mobilisations qui ont connu une certaine médiatisation à l'époque ont révolutionné les rapports sociaux tant dans l'usine que dans les foyers. Néanmoins, il convient d'éviter une systématisation mécanique entre une subordination sexuée similaire de l'atelier à la cuisine. Pour certaines, la solidarité et l'action collective étaient partie intégrante d'un ethos de la culture ouvrière, notamment dans le bassin minier du Borinage. À côté de situations familiales oppressantes, nombre de travailleuses en lutte recevaient le soutien de leurs fils, de leurs frères ou de leur mari. Comme l'affirmait un poète local, elles réactivaient la valeur combative des mineurs deux décennies après la restructuration du secteur charbonnier.

Ces chants de lutte révèlent plus qu'une réaction à un environnement patriarcal. Ils incarnent la volonté de ces femmes d'écrire leur propre histoire, de dépasser le rôle auquel on les assignait et de trouver une véritable place dans l'ensemble du social. Cette dynamique nécessitait la mise en œuvre d'une démarche collective, une manière de s'affirmer individuellement par l'action collective, d'exprimer son vécu personnel au moyen du chant. Ainsi apparaît une lecture multifacette de ces sources où se trouvent exprimés le refus du chômage, la valorisation du travail et sa pénibilité ainsi que la dénonciation d'être considérées comme des ouvrières de second ordre. Ces cas d'étude illustrent également que leur travail de confection ou de réparation délicate d'appareils téléphoniques désuets prolongeait une représentation du travail féminin qui le connectait à l'univers domestique. La perte de l'emploi avait une conséquence bien différente pour les femmes et pour les hommes, puisqu'elle signifiait le retour vers le travail domestique dont elles percevaient bien la différence en termes d'enjeu social. Si le travail n'était pas à proprement parler émancipateur, il offrait une relative autonomie ou du moins des perspectives d'opportunité. Lorsqu'elles chantaient « À leurs ménages, cela ne tournera plus rond » apparaissait une compréhension nette de cet enjeu, refusant l'absence d'alternative au chômage et donc à la gestion du foyer. La plupart des compositions musicales reprennent ce refus dont le corollaire consistait à mettre sur un pied d'égalité l'ouvrière et l'ouvrier, les luttes menées par des hommes et celles menées par des femmes.

Cette revendication a pris forme dans une démarche collective permettant l'expression de l'individu par le prisme du groupe. L'utilisation du possessif pluriel est fréquente dans les chansons de lutte. Le « nous » et le « on » sont en effet répétés à l'envi dans l'ensemble des chants collectés. L'exemple du « Nous, à Salik, on se bat » confirme le constat établi par Danièle Kergoat sur la spécificité de la mobilisation collective pour les

ouvrières peu qualifiées dont le collectif devient un « support pour remettre en question de la totalité du social » (Kergoat, 2012). Cette spécificité du genre dans le conflit social apparaît en relief dans ces chants, plus encore si on les compare aux productions musicales mettant aux prises des ouvriers à la même époque.

En termes de contenu, les chants des ouvrières couvrent un spectre beaucoup plus large de problématiques autour du rapport au travail. L'expression de l'individuel par le collectif s'illustre encore plus nettement dans les pièces de théâtre et les spectacles créés lors des occupations d'usines. Les jeux de rôle et la mise en scène inspirée du théâtre-action concouraient à renverser les dominations ordinaires et à valoriser leur travail. Au-delà de ces modes spectaculaires de l'expression de la contestation, la tentative d'autogestion à Salik visait à concrétiser ce renversement, à passer du discours aux actes ainsi que le suggère ce dernier extrait :

*Nous décidons de dir' non au chômage ;
Pour nous, les fill's, le salaire nous suffit.
Avec ardeur, mettons-nous à l'ouvrage
sans patron, pas besoin de gros profits.
En attendant, nous occupons l'usine,
Puisque Salik nous avaient condamnées
Car nous voulons fair' tourner les machines
Et, comme avant, gagner notre journée.*

Liste des chants

Titre	Air musical
1. Nous, à Salik, nous somm's les ouvrières	L'Alsace et la Lorraine
2. Nous, Dans notre usine	Au clair de la lune
3. À Salik, on se bat	Le Doudou (air folklorique local)
4. Ô grand syndicat	Ô Grand Saint Nicolas
5. On ne touchera pas à Farah	Air inconnu
6. Nous, les ouvriers de Siemens	Un kilomètre à pied
7. Quand tu disais Siemens	Air original
8. Good bye Salik	Air inconnu
9. Nous, Salik, on occupe	La chenille (La Bande à Basile, 1977)
10. Est-ce que tu l'aurais cru ?	Mélodie originale par le GAM

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALONZO, P., ANGELOFF, T. et MARUANI, M. 2005. Travail, famille et genre : une relation à double sens. Dans M. Maruani (dir.), *Femmes, genre et sociétés. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 372-380.
- BEAUD, S. et PIALOUX, M. 2002. Jeunes ouvrier(e)s à l'usine. Notes de recherche sur la concurrence garçons/filles et sur la remise en cause de la masculinité ouvrière. *Travail, genre et sociétés*, n° 8, p. 73-103.
- BÉLIVEAU, D. 1989. La participation des femmes aux révoltes frumentaires en France dans la première moitié du 19^e siècle. *Révolte et société. Actes du 4^e colloque d'Histoire du temps présent*, Paris, Histoire au présent, tome 2, p. 140-148.
- BURDY, J.-P., DUBESSET, M. et ZANCARINI-FOURNEL, M. 1987. Rôles, travaux et métiers de femmes dans une ville industrielle : Saint-Étienne, 1900-1950. *Le Mouvement social*, n° 140, p. 27-53.
- CAESTECKER, F. 2008. Arbeidsmarktstrategieën in de Belgische mijnindustrie tot 1940. *Tijdschrift voor sociale en economische geschiedenis*, vol. 5, n° 3, p. 30-52.
- CERULO, K. A. 1989. Sociopolitical control and the structure of national symbols. An empirical analysis of national anthems. *Social Forces*, vol. 68, p. 76-99.
- COENEN, M.-T. 1991. *La grève des femmes de la FN en 1966. Une première en Europe*. Bruxelles, POL-HIS.
- COENEN, M.-T. 2009. Et si on se passait des patrons ? Des grèves aux luttes autogestionnaires en Belgique (1966-1985). *Sens public*. <http://www.sens-public.org/spip.php?article677>
- COWIE, J. 2010. *Stayin' Alive: The 1970s and the Last Days of the Working Class*, New York, The New Press.
- DANAHER, W. 2010. Music and social movements. *Sociology Compass*, n° 4, p. 811-823.
- DENIS, M. 1975. Kéramis : pourquoi le couvercle a sauté. *La Revue nouvelle*, octobre, p. 278.
- DENIS, M. et VAN ROKEGHEM, S. 1992. *Le féminisme est dans la rue (Belgique 1970-1975)*, Bruxelles, Politique et Histoire.
- DENISOFF, S. 1968. Protest movements: Class consciousness and the propaganda song. *The Sociological Quarterly*, vol. 9, n° 2, p. 228-247.
- DENISOFF, S. 1972. *Sing a Song of Social Significance*, Bowling Green, Bowling Green University Press.

- DESPLANQUES, M. et DE SABOULIN, G. 1986. Activité féminine : carrières continues et discontinues. *Économie et statistique*, n° 193-194, p. 51-62.
- DIAMOND, H. 2011. Miners, masculinity and the « Bataille du Charbon » in France, 1944-1948. *Modern & Contemporary France*, vol. 19, n° 1, p. 69-84.
- FARRELL, K. 2003. The Full Monty, working-class masculinity, and the British image. *Men and Masculinities*, vol. 6, n° 2, p. 119-135.
- GHEUDE, M. et KALISZ, R. 1977. *Il y a folklore et folklore*, Bruxelles, Vie ouvrière, p. 130-131.
- HEMMERIJKX, R. 2007. In de geest van Mei 68. Arbeidersprotest en radicaal militantisme in België. *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 18, p. 163-182.
- HEMMERIJKX, R. 2007. Mai 68 et le monde ouvrier en Belgique. Dans A. Morelli et J. Gotovitch (dir.), *Contester dans un pays prospère. L'extrême-gauche en Belgique et au Canada*, Bruxelles, Peter Lang, p. 135-152.
- KERGOAT, D. 2012. Le syllogisme de la constitution du sujet sexué féminin. Le cas des ouvrières spécialisées. *Se battre, disent-elles*, Paris, La Dispute, p. 256.
- KLEIN, J. 2011. Apocalypse then, and now. *Democracy. A Journal of Ideas*, vol. 19.
- LAHIRI-DUTT, K. 2007. Roles and status of women in extractive industries in India. Making a place for a gender sensitive mining development. *Social Change*, décembre, vol. 37, n° 4, 37-64.
- LEBOUTTE, R. 2006. Saving male time, exploiting female labour. The woman as the « driving force » in premodern society, 1700-1914. *The History of the Family*, vol. 11, n° 3, p. 145-150.
- LOUIS, M.-V. 1983. La lutte des femmes de Bekaert-Cockerill. *Les cahiers du Griff*, n° 27, p. 9-78.
- MARTY, L. 1996. *Chanter pour survivre. Culture ouvrière. Travail et techniques dans le textile. Roubaix 1850-1914*, Paris, L'Harmattan, p. 83-85.
- MATHIEU, N.-C. 1985. Quand céder n'est pas consentir. Des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes, et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie. Dans N.-C. Mathieu (dir.), *L'arraisonnement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*, Paris, EHESS, p. 169-245.
- MORELLI, A. 1988. L'appel à la main-d'œuvre italienne dans les charbonnages et sa prise en charge à son arrivée en Belgique dans l'immédiat après-guerre. *Revue belge d'histoire contemporaine*, vol. 19, n° 1-2, p. 83-130.
- NAGEL, J. 1994. Constructing ethnicity. Creating and recreating ethnic identity and culture. *Social Problem*, vol. 41, n° 1, p. 152-176.
- NEUVILLE, J. 1976. *La condition ouvrière au 19^e siècle*, 2 vol., Bruxelles, Vie ouvrière.
- OMNES, C. 2003. Les trois temps de l'emploi féminin : réalités et représentations. *L'année sociologique*, vol. 53, n° 2.
- PASTURE, P. 2003. Histoire et représentation d'une utopie : l'idée autogestionnaire en Belgique. Dans F. Georgi (dir.), *Autogestion : la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 143-156.
- PEEMANS-POULLET, H. 1973. Condition ouvrière et condition féminine : la grève de SITEL. *Les cahiers du GRIF*, n° 1, p. 29-32.
- PENISSAT, E. 2005. Les occupations de locaux dans les années 1960-1970. Processus sociohistoriques de réinvention d'un mode d'action. *Genèses*, vol. 59, p. 71-93.
- PERRON, T. 1999. Légende noire et icônes rouges (ou la représentation des dockers au cœur de la guerre froide). *Dockers, de la Méditerranée à la mer du Nord, des quais et des hommes dans l'histoire*, Aix-en-Provence, Édisud, p. 193-204.

-
- PERROT, M. 1976. L'éloge de la ménagère dans le discours des ouvriers français au XIX^e siècle. *Romantisme*, vol. 6, n° 13-14, p. 105-122.
- PERROT, M. 1983. Femmes et machines au 19^e siècle. *Romantisme*, vol. 13, n° 41, p. 5-18.
- PERROT, M. 1987. Qu'est-ce qu'un métier de femme ?, *Le mouvement social*, n° 140, p. 4.
- PIGENET, M. 2008. Les identités ouvrières entre culture de métier, pratiques sociales et normes juridiques. L'exemple des dockers (1947-1992). Dans J.-R. Trochet (dir.), *Le travail comme catégorie culturelle. Actes du 127^e Congrès des sociétés historiques et scientifiques*, Nancy, CTHS, p. 131-138.
- RICAILLE, D. 1996. Des sorcières comme les autres. *Théâtre-action de 1985 à 1995*, Cuesmes, Éditions du Cerisier, p. 193-195.
- ROSCIGNO, V., DANAHER, W. et SUMMERS-EFFLER, E. 2002. Music, culture and social movement. Song and southern textile worker mobilization, 1929-1934. *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 22, n^{os} 1-3, p. 141-174.
- ROSENTHAL, R. 2001. Serving the movement. The role(s) of music. *Popular Music and Society*, vol. 25, n° 3-4, p. 11-23.
- TAYLOR, V. et WHITTIER, N. E. 1992. Collective identity in social movement communities. Lesbian feminist mobilization. Dans A. Morris et C. McClurg (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, p. 104-129.
- THIESSE, A.-M. 1999. *La création des identités nationales*, Paris, Seuil.
- TOPLIN, R. 1995. Norma Rae: Unionism in an age of feminism. *Labor History*, vol. 36, n° 2, p. 282-298.
- VAN HILDEN, P. 1993. *Women, Works and Politics. Belgium 1830-1914*, Oxford, Oxford University Press.
- VERSCHUEREN, N. 2011. L'expression de la contestation dans un ancien bassin charbonnier. *Mouvements*, n° 65, janvier-mars, p. 68-78.
- VERSCHUEREN, N. 2012. *Fermer les mines en construisant l'Europe. Une histoire sociale de l'intégration européenne*, Bruxelles, Peter Lang.
- VIGNA, X. et ZANCARINI-FOURNEL M. 2013. Intersections entre histoire du genre et histoire ouvrière, *Clio*, n° 38, p. 192.
- VIGNA, X. et ZANCARINI-FOURNEL, M. 2009. Les rencontres improbables dans « les années 68 ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 101, p. 163-177.